Procedure file

Informations de base

INI - Procédure d'initiative	2022/2050(INI)	Procédure terminée
Mise en ?uvre de la politique de sécurité et de défense commune ? rapport annuel 2022 Sujet 6.10.02 Politique de sécurité et de défense commune (PSDC); UEO, OTAN		

Acteurs principaux

Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	AFET Affaires étrangères		26/01/2022
		epp VANDENKENDELAERE Tom	
		Rapporteur(e) fictif/fictive	
		S&D MAVRIDES Costas	
		renew europe. PAET Urmas	
		ALAMETSÄ Alviina	
		ECR FOTYGA Anna	
		DALY Clare	
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	AFCO Affaires constitutionnelles		20/06/2022
		S&D NEGRESCU Victor	
	FEMM Droits de la femme et égalité des genres		18/07/2022
		renew europe. SOLÍS PÉREZ Susana	
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	Service des instruments de politique étrangère	BORRELL FONTELLES Josep	

Evénements clés

09/06/2022	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
30/11/2022	Vote en commission		
13/12/2022	Dépôt du rapport de la commission	A9-0296/2022	Résumé
17/01/2023	Débat en plénière		
18/01/2023	Résultat du vote au parlement		
18/01/2023	Décision du Parlement	T9-0010/2023	Résumé
18/01/2023	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques

Référence de procédure	2022/2050(INI)
Type de procédure	INI - Procédure d'initiative
Sous-type de procédure	Rapport annuel
Base juridique	Règlement du Parlement EP 55
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	AFET/9/09206

Portail de documentation

Projet de rapport de la commission		PE734.095	09/09/2022	EP	
Amendements déposés en commission		PE737.223	07/10/2022	EP	
Amendements déposés en commission		PE737.225	07/10/2022	EP	
Avis de la commission	FEMM	PE735.527	07/11/2022	EP	
Avis de la commission	AFCO	PE736.727	10/11/2022	EP	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A9-0296/2022	13/12/2022	EP	Résumé
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0010/2023	18/01/2023	EP	Résumé

Mise en ?uvre de la politique de sécurité et de défense commune ? rapport annuel 2022

La commission des affaires étrangères a adopté le rapport d'initiative de Tom VANDENKENDELAERE (PPE, BE) sur la mise en uvre de la politique de sécurité et de défense commune - rapport annuel 2022.

Contexte

L'Europe est confrontée à la combinaison la plus complexe de menaces tant militaires que non militaires depuis la fin de la guerre froide, accentuée par la guerre d'agression non provoquée, injustifiée et illégale de la Russie contre l'Ukraine. Face à ces menaces, l'UE doit de toute urgence renforcer l'efficacité de sa politique étrangère, de sécurité et de défense pour défendre ses intérêts, ses valeurs et ses citoyens, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières, pour assurer la paix, la sécurité humaine, le développement durable et la démocratie et pour soutenir ses partenaires.

La boussole stratégique vise à doter l'UE de lorientation stratégique et des outils réalistes et opérationnels dont elle a besoin pour progresser vers une politique de défense cohérente et crédible et devenir un garant efficace de la sécurité et un acteur mondial affirmé. Il est urgent de renforcer les capacités de lUnion en matière de sécurité et de défense, notamment en sappuyant sur le soutien sans précédent apporté à lUkraine, en intégrant le recours à la facilité européenne pour la paix (FEP) et en garantissant la complémentarité avec lOTAN.

L'agression hybride de la Russie rend nécessaire de concevoir la défense d'une Europe libre sous des angles multiples, en intégrant tous les éléments dimportance critique que sont lamélioration des capacités militaires traditionnelles, la protection des infrastructures civiles, chaînes

dapprovisionnement et installations énergétiques critiques, ainsi que la lutte active contre la désinformation et les cybermenaces.

L'agression de la Russie contre l'Ukraine a également mis en évidence le manque d'investissements dans la sécurité et la défense dans de nombreux États membres de l'UE et de l'OTAN.

Le rapport ajoute que la Chine a augmenté ses dépenses de défense d'environ 600% au cours de la dernière décennie et qu'elle fait usage de sa puissance militaire pour intimider et menacer ses voisins, notamment Taïwan.

Utiliser la dynamique pour renforcer la PSDC

Les députés soulignent que la détérioration dramatique de la sécurité européenne appelle l'UE à renforcer son autonomie stratégique et ses efforts conjoints pour atteindre les capacités de défense nécessaires et montrer une plus grande volonté de continuer à agir de manière unie afin d'assurer la sécurité attendue par les citoyens de l'UE. Les États membres sont appelés à accélérer leur assistance militaire à l'Ukraine, en particulier la fourniture d'armes en réponse à des besoins clairement identifiés.

Renforcer les capacités par des dépenses accrues, conjointes et plus intelligentes

Le rapport se félicite de l'ambition de l'UE de renforcer ses capacités militaires et civiles et souligne la nécessité dutiliser pleinement et plus efficacement les initiatives et les budgets de lUnion, afin de combler les lacunes en matière de capacités critiques et dassurer la déployabilité rapide des forces armées, de reconstituer les stocks, de réduire la fragmentation dans le secteur des marchés publics de défense et de parvenir à une interopérabilité totale de nos forces.

Les États membres sont instamment invités à s'engager à augmenter de manière significative le financement des mécanismes conjoints d'approvisionnement de l'UE envisagés, tels que le règlement visant à encourager les acquisitions conjointes et le programme européen dinvestissement dans le domaine de la défense, en assurant un financement adéquat et à prendre des mesures rapides et approfondies dans ce domaine crucial tout en veillant à linteropérabilité avec lOTAN.

Le rapport souligne également le besoin urgent d'établir un véritable marché européen des équipements de défense.

Renforcer les missions et les opérations de la PSDC

Les députés soutiennent la révision et le renforcement de toutes les missions civiles de PSDC et des opérations militaires afin de les aligner plus étroitement sur les besoins réels des pays concernés. Ils appellent à l'adoption d'un nouveau pacte en matière de PSDC civile d'ici la mi-2023, qui fixera des objectifs sur le type, le nombre et la taille des missions civiles, et demandent la mise en place d'un processus de développement des capacités civiles d'ici 2024.

Systématisation des partenariats de sécurité et de défense

Le rapport appelle au renforcement, lorsque cela est stratégiquement pertinent, des partenariats de sécurité et de défense avec des partenaires du monde entier partageant les mêmes valeurs, afin de répondre au niveau d'ambition de l'UE en tant que fournisseur de sécurité. Les députés saluent le dialogue UE-États-Unis en matière de sécurité et de défense, qui constitue une étape importante dans le renforcement de la coopération transatlantique. En outre, les députés réitèrent leur appel à une coopération institutionnalisée en matière de sécurité et de défense avec le Royaume-Uni.

Renforcer le contrôle du Parlement sur la PSDC

La nécessité d'impliquer plus activement le Parlement dans la prise de décision en matière de PSDC et de politique industrielle de défense a été soulignée. Les députés encouragent les propositions d'actions supplémentaires du Parlement, et en particulier de sa sous-commission sécurité et défense, afin d'améliorer son impact sur la PSDC et d'assurer l'efficacité, la cohérence, la responsabilité démocratique et le contrôle parlementaire adéquat de la politique et des initiatives de l'UE en matière de sécurité et de défense, entre autres :

- en incluant la sous-commission sécurité et défense en tant que commission co-compétente, conformément à l'article 58 du règlement du Parlement européen, dans tous les dossiers législatifs ayant des implications substantielles et pertinentes pour la sécurité et la défense;

- en créant un Conseil de défense à part entière;

- en créant une commission de la sécurité et de la défense à part entière;

- en renforçant le dialogue interparlementaire et la coopération avec les parlements nationaux sur la sécurité et la défense européennes afin de renforcer la responsabilité et le contrôle de la politique de sécurité et de défense.

Mise en ?uvre de la politique de sécurité et de défense commune ? rapport annuel 2022

Le Parlement européen a adopté par 459 voix pour, 93 contre et 85 abstentions, une résolution

sur la mise en uvre de la politique de sécurité et de défense commune - rapport annuel 2022.

Contexte

L'Europe est confrontée à la combinaison la plus complexe de menaces tant militaires que non militaires depuis la fin de la guerre froide, accentuée par la guerre d'agression non provoquée, injustifiée et illégale de la Russie contre l'Ukraine. Face à ces menaces, l'UE doit de toute urgence renforcer l'efficacité de sa politique étrangère, de sécurité et de défense pour défendre ses intérêts, ses valeurs et ses citoyens, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières, pour assurer la paix, la sécurité humaine, le développement durable et la démocratie et pour soutenir ses partenaires.

La boussole stratégique vise à doter l'UE de lorientation stratégique et des outils réalistes et opérationnels dont elle a besoin pour progresser vers une politique de défense cohérente et crédible et devenir un garant efficace de la sécurité et un acteur mondial affirmé. Il est urgent de renforcer les capacités de lUnion en matière de sécurité et de défense, notamment en sappuyant sur le soutien sans précédent apporté à lUkraine, en intégrant le recours à la facilité européenne pour la paix (FEP) et en garantissant la complémentarité avec lOTAN.

L'agression hybride de la Russie rend nécessaire de concevoir la défense d'une Europe libre sous des angles multiples, en intégrant tous les

éléments dimportance critique que sont lamélioration des capacités militaires traditionnelles, la protection des infrastructures civiles, chaînes dapprovisionnement et installations énergétiques critiques, ainsi que la lutte active contre la désinformation et les cybermenaces.

Les députés ajoutent que la Chine a augmenté ses dépenses de défense d'environ 600% au cours de la dernière décennie et qu'elle fait usage de sa puissance militaire pour intimider et menacer ses voisins, notamment Taïwan.

Utiliser la dynamique pour renforcer la PSDC

Les députés ont souligné que la détérioration dramatique de la sécurité européenne appelle l'UE à renforcer son autonomie stratégique et ses efforts conjoints pour atteindre les capacités de défense nécessaires et montrer une plus grande volonté de continuer à agir de manière unie afin d'assurer la sécurité attendue par les citoyens de l'UE.

Le Parlement reste déterminé à épauler lUkraine dans la défense de son intégrité territoriale, de sa souveraineté et des valeurs européennes. Il a invité lUnion européenne à intensifier et à accélérer leurs efforts et à fournir à lUkraine toute laide financière et humanitaire et laide et les équipements militaires dont elle a besoin pour remporter cette guerre, y compris des équipements létaux et en particulier des armes lourdes, y compris des chars Leopard et des systèmes modernes de défense aérienne. LUnion et les États membres sont invités à réduire considérablement lécart entre lassistance militaire «promise» et celle «livrée» à lUkraine.

Le Parlement a réaffirmé la nécessité de relever encore le plafond de la FEP et de créer une enveloppe distincte au titre de la facilité pour lUkraine. Il a souligné la nécessité dassurer la continuité du soutien apporté aux partenaires africains, sans pour autant négliger dautres régions prioritaires, y compris notre voisinage immédiat. Il a mis laccent sur limportance de la coopération structurée permanente pour améliorer les capacités de défense de lUnion.

Les députés ont insisté sur la nécessité de renforcer considérablement lattention portée dans toute la société à la réaction à la guerre hybride. Ils ont demandé un soutien supplémentaire au renforcement des capacités en matière de gestion des frontières et des crises pour les pays concernés par dimportants flux migratoires. Ils ont également souligné la nécessité daccroître les investissements dans la défense «verte », d e renforcer le rôle de lUnion en tant que garant de la sûreté maritime mondiale et daugmenter nettement les investissements dans le contrôle des armements, la non-prolifération et le désarmement.

Renforcer les capacités par des dépenses accrues, conjointes et plus intelligentes

Le Parlement sest félicité de l'ambition de l'UE de renforcer ses capacités militaires et civiles et a souligné la nécessité dutiliser pleinement et plus efficacement les initiatives et les budgets de lUnion, afin de combler les lacunes en matière de capacités critiques et dassurer la déployabilité rapide des forces armées, de reconstituer les stocks, de réduire la fragmentation dans le secteur des marchés publics de défense et de parvenir à une interopérabilité totale de nos forces. Il salué le plan daction sur les synergies entre les industries civile, spatiale et de la défense et demandé que sa mise en uvre soit accélérée.

Les États membres sont instamment invités à s'engager à augmenter de manière significative le financement des mécanismes conjoints d'approvisionnement de l'UE envisagés, tels que linstrument visant à renforcer lindustrie européenne de la défense au moyen dacquisitions conjointes (EDIRPA) et le programme européen dinvestissement dans le domaine de la défense (EDIP), en assurant un financement adéquat et à prendre des mesures rapides et approfondies dans ce domaine crucial tout en veillant à linteropérabilité avec lOTAN.

Le Parlement a souligné le besoin urgent d'établir un véritable marché européen des équipements de défense. Il a également demandé une révision rapide du CFP afin de fournir les fonds nécessaires aux instruments de lUnion dans le domaine de la défense, prônant le renforcement du Fonds européen de la défense (FED).

Renforcer les missions et les opérations de la PSDC

Les députés soutiennent la révision et le renforcement de toutes les missions civiles de PSDC et des opérations militaires afin de les aligner plus étroitement sur les besoins réels des pays concernés. Ils souhaitent lamélioration du renforcement des capacités pour toutes les missions et opérations de la PSDC, en leur octroyant des mandats plus solides et plus souples, ainsi que les ressources, le personnel, le financement, la formation et les outils et équipements de communication stratégique nécessaires pour permettre la satisfaction dobjectifs de mission plus ciblés. Les députés ont appelé à l'adoption d'un nouveau pacte en matière de PSDC civile d'ici la mi-2023, qui fixera des objectifs sur le type, le nombre et la taille des missions civiles, et demandent la mise en place d'un processus de développement des capacités civiles d'ici 2024.

Le SEAE est invité à prendre des mesures concrètes pour soutenir les missions et opérations de la PSDC sefforçant de contrer la manipulation de linformation et lingérence hostiles de pays étrangers.

Systématisation des partenariats de sécurité et de défense

Le Parlement a appelé au renforcement, lorsque cela est stratégiquement pertinent, des partenariats de sécurité et de défense avec des partenaires du monde entier partageant les mêmes valeurs, afin de répondre au niveau d'ambition de l'UE en tant que garant de la sécurité. Il a demandé lapprofondissement des relations entre lUnion et lOTAN, sur la base des principes dinclusion, de réciprocité, douverture mutuelle et de transparence, dans le respect de lautonomie décisionnelle et des procédures des organisations respectives.

Les députés ont salué le dialogue UE-États-Unis en matière de sécurité et de défense, qui constitue une étape importante dans le renforcement de la coopération transatlantique. En outre, ils ont réitéré leur appel à une coopération institutionnalisée en matière de sécurité et de défense avec le Royaume-Uni. Ils ont souligné que la sécurité de lUnion est étroitement liée à la sécurité de ses voisins immédiats à lest et au sud, ainsi que dans les Balkans occidentaux. Il importe que les pays candidats et candidats potentiels à ladhésion à lUnion se conforment de près aux positions de la PESC.

Renforcer le contrôle du Parlement sur la PSDC

La nécessité d'impliquer plus activement le Parlement dans la prise de décision en matière de PSDC et de politique industrielle de défense a été soulignée. Les députés ont accueilli favorablement les propositions, en particulier de sa sous-commission sécurité et défense, afin d'améliorer son impact sur la PSDC et d'assurer l'efficacité, la cohérence, la responsabilité démocratique et le contrôle parlementaire adéquat de la politique et des initiatives de l'UE en matière de sécurité et de défense, entre autres :

- en incluant la sous-commission sécurité et défense en tant que commission co-compétente, conformément à l'article 58 du règlement du Parlement européen, dans tous les dossiers législatifs ayant des implications substantielles et pertinentes pour la sécurité et la défense;

- en créant un Conseil de défense à part entière;

- en créant une commission de la sécurité et de la défense à part entière;

- en renforçant le dialogue interparlementaire et la coopération avec les parlements nationaux sur la sécurité et la défense européennes afin de renforcer la responsabilité et le contrôle de la politique de sécurité et de défense.